

« Viktor Orbán cherche à réinstaurer une société stalinienne »

HONGRIE Le chef du gouvernement est à la manœuvre pour étouffer un peu plus la société civile et faire le vide autour de lui

L'Université d'Europe centrale, sise à Budapest et créée par George Soros en 1991, devra-t-elle fermer ses portes ? Elle est en tout cas devenue la nouvelle cible du chef du gouvernement hongrois, Viktor Orbán, et de son parti, le Fidesz. Un projet de loi, que le Parlement a approuvé ce mardi par 123 voix pour (celles du Fidesz) et 38 contre, vise en effet à interdire la remise de diplômes des universités n'appartenant pas à un pays de l'UE et introduit la nécessité d'un accord international pour l'autorisation d'un établissement étranger en Hongrie. Autant dire que cela met en péril la subsistance même de l'université du milliardaire américain d'origine hongroise.

L'affaire a fait descendre plus de 10.000 personnes dans les rues, dimanche à Budapest. « Ces manifestants ne sont pas venus simplement dénon-

cer le projet de loi, mais plus largement la volonté affichée de Viktor Orbán de supprimer la société civile. Car le projet d'Orbán, c'est bien de réinstaurer une société stalinienne et conservatrice en Hongrie », explique l'historien Paul Gradwohl, spécialiste de l'Europe de

l'Est contemporaine. « *L'Université d'Europe centrale est une des institutions de Soros qui œuvrent en Hongrie pour l'émergence d'une société ouverte, en exacte opposition avec l'idéologie du chef du gouvernement.* » Et l'ironie, relève au passage le chercheur, c'est que « *ce sont les fonds de George Soros qui ont permis à Viktor Orbán, en 1988, d'aller apprendre l'anglais durant un an à Londres.* »

Boucs émissaires

Ces derniers mois, bien d'autres organes liés à George Soros ont essuyé les attaques du pouvoir qui cherche à

interdire, comme en Russie, l'activité des organisations étrangères sur son sol ou les fonds étrangers finançant des organismes hongrois. L'Open Society Foundations, qui milite pour l'émergence d'une société hongroise libérale, en totale opposition avec le nationalisme d'Orbán, s'est ainsi retrouvée dans le collimateur du gouvernement. Tout comme le Comité Helsinki hongrois, qui n'a eu de cesse de dénoncer la politique antimigratoire d'Orbán depuis 2015.

L'attaque contre l'Université d'Europe centrale s'inscrit donc dans le

bâillonnement de tout courant libéral et d'opposition, alors que se profilent les législatives de 2018. Pour faire le vide autour de lui, Viktor Orbán use et abuse de la même tactique : le recours aux boucs émissaires, des migrants aux institutions européennes, « *une machine à fabriquer la peur* », résume

Paul Gradwohl.

Viktor Orbán sait aussi parfaitement manier les outils de marketing politique pour manipuler le peuple, relève encore l'expert. Samedi 1er avril, c'est une consultation populaire antieuropéenne que Viktor Orbán a lancée. Intitulé « *Stoppons Bruxelles* », le questionnaire interroge de manière très orientée le citoyen sur la politique migratoire. L'une des six questions demande ce que doit faire le pays « *lorsqu'en dépit d'une récente série d'attaques terroristes en Europe, Bruxelles veut la forcer à laisser entrer des migrants entrés illégalement ?* » Une autre porte sur « *l'ingérence des ONG internationales dans les affaires intérieures de la Hongrie* ». En octobre 2016, une pareille consultation sur les quotas de migrants avait été invalidée faute de participation. ■

CATHY MACHEREL